

Medef : une entreprise de démolition sociale

Dans un document de travail rendu public ce jour par le journal «Les Echos», le Medef propose, au nom d'une prétendue lutte contre le chômage, de supprimer deux jours fériés, d'assouplir les règles sur la durée du travail, le salaire minimum, etc..

Pourquoi le patronat se gênerait-il pour "pousser le bouchon" toujours plus loin alors que le gouvernement Valls/Hollande est chaque jour plus à son écoute, que les promesses du Premier ministre à l'université d'été du même Medef ont engendré applaudissements et standing ovation, que le ministre du travail s'en prend directement aux chômeurs/euses, que les dividendes versés aux actionnaires des grands groupes et des banques françaises explosent...

Dans un contexte où tous les feux sont au rouge, le gouvernement s'obstine à poursuivre une politique d'austérité en dépit de ses effets désastreux sur l'activité économique et la vie quotidienne de millions de salarié-es, chômeurs-euses, jeunes et retraité-es.

Alors que d'autres alternatives concrètes sont possibles, le gouvernement persiste dans une politique libérale qui va toujours plus loin en direction des régressions sociales prônées par le Medef et il n'a aucune volonté politique pour imposer au patronat un autre partage entre salaire et profit.

Plus que jamais, pour l'Union syndicale Solidaires il y a urgence à construire des mobilisations dans l'unité la plus large possible pour imposer d'autres choix politiques porteurs de justice et de solidarité.

Paris, le 15 septembre 2014

**144 Bd de la Villette
75 019 Paris**

**Téléphone : 01 58 39 30 20
Télécopie : 01 43 67 62 14**

**contact@solidaires.org
www.solidaires.org**

